

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Dehors ce gouvernement,
démission, élections
anticipées avant 2007
!
(Communiqué anti-CPE**

No 10) Date de mise en ligne : mardi 21 février 2006

- Social - CPE, CNE -

Démocratie & Socialisme

Constatons que M. de Villepin n'aime que les coups de force. Depuis juin 2005, il a les a accumulés : ordonnances en plein été 2005 pour le Cne, "etat d'urgence" exceptionnel en novembre, procédure d'urgence, et 49-3 en janvier-février 2006. Danger : cet homme ne sait pas ce que c'est que la démocratie, ni la concertation, ni le débat parlementaire !

Ce gouvernement est minoritaire et cela se sait depuis 2004 et 2005.

Il a résisté à un des plus longs combats sociaux de notre histoire en 2003, Raffarin ayant déclaré, pour imposer la casse de la retraite à 60 ans refusée par des millions de grévistes et 66 % de l'opinion : « ce n'est pas la rue qui gouverne ». Mais le 28 mars 2004, avec 19 régions sur 20 passées à gauche, et 51 départements sur 1000 pour la première fois depuis 1989, avec une écrasante majorité à gauche le 13 juin 2004, et encore une victoire nette du « non » de gauche le 29 mai 2005, il ne fait aucun doute que le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy est minoritaire aussi dans les urnes.

Dans un cas comme cela, si on est démocrates, et si l'on refuse de dissoudre, comme cela se justifierait, (cette fois, il y aurait une raison !) l'Assemblée nationale et attendre les échéances, au moins, on ne prend pas de décisions, on n'impose pas de loi, sans concertation, sans consulter.

Or M. de Villepin procède systématiquement par fuite en avant, par « ordonnances » et « article 49-3 » pour faire taire les députés, et ne consulte ni les syndicats, ni les associations de jeunesse, même quand il leur impose des régressions violentes et forcées comme le « Cne » et le « Cpe ».

On a comme l'impression que Villepin, dans une surenchère avec Sarkozy, met les bouchées doubles pour complaire au Medef, pour démanteler tout le Code du travail, avant 2007. Ce gouvernement minoritaire de M. de Villepin procède donc par coups de force illégitimes.

Désormais, dans les sondages, en dépit du bourrage de crâne des médias gouvernementaux, plus de 58 % des français, 68 % des jeunes de 20 à 25 ans concernés, se prononcent contre le Cpe. Il serait conséquent que tous les opposants à sa politique demandent sa démission, la dissolution de l'Assemblée et des élections anticipées !

La mobilisation monte : le 7 février, au tout début de la mobilisation, il y a plus d'emblée plus de 400 000 manifestants (sans mot d'ordre de grève syndical et alors que lycées et universités étaient fermés et vides pour cause de vacances).

Depuis les 14 et 16 février les jeunes scolarisés présents dans leurs établissements font monter la mayonnaise. Il a des dizaines d'université en lutte. Chaque jour les cortèges jeunes traversent nos villes.

Il est prévu un autre grand rendez vous unitaire le 7 mars, avant que tout ne converge

Tous les salariés sont concernés et pas seulement les jeunes car il y a le Cne et le Cdi est en jeu derrière (cf rapport Camdessus, livre de chevet de Sarkozy...)

Villepin fait le sourd aux manifestations comme Balladur tenta de le faire au début, en février-mars 1994.

Mais Villepin accélère les procédures : il doit cependant savoir que, voté ou non, le Cpe comme le Cip peut être retiré, que le Cne et le démantèlement du Code du travail et de l'inspection peuvent être bloqués par des millions de manifestants...

Il ne s'agit pas d'une mobilisation institutionnelle ou presse-bouton venue d'en haut : c'est aux jeunes et aux salariés, par millions, de prendre cette affaire en main. Il n'y a aucune fatalité à ce que les coups de force de Villepin l'emportent, aucune fatalité à attendre en 2007 une alternative qui tarde à se dessiner dans les jours actuels.

Pousser le plus loin possible la lutte et l'exigence du départ de ce gouvernement, c'est aussi aider, forcer la solution qui doit s'imposer à elle, l'unité. C'est faire pression sur toute la gauche pour qu'elle arrête ses palinodies du type de la rencontre du 8 février.

Le temps de l'unité de toute la gauche, sans exclusive, urge

Il faut vite, un programme commun, un vrai programme alternatif, au centre de gravité de la gauche, pas une resucée sociale libérale !

En luttant à fond contre le Cpe, le Cne, pour défendre et renforcer les droits du cdi.. Nous hâterons une telle solution.

Et le candidat le mieux placé qui se dégagera et se présentera ensuite devra tenir compte de ce programme commun et même être un candidat commun, pourquoi pas, dès le premier tour ?

Ce serait plus sûr que de risquer une division et de ne pas être au deuxième tour !

Non seulement faisons tout pour battre le Cne, le Cpe, mais exigeons sans complexe le départ anticipé de cette droite qui vient d'oser rétablir le travail de nuit pour les enfants de 15 ans, voilà la tâche immédiate de la gauche unie.

D&S